

Brochure n° 3224

Convention collective nationale

IDCC : 1286. – **CONFISERIE,
CHOCOLATERIE, BISCUITERIE**
(Détaillants et détaillants-fabricants)

AVENANT N° 13 DU 18 JUIN 2008
RELATIF À LA MODIFICATION DU CHAMP D'APPLICATION

NOR : *ASET0850988M*

IDCC : 1286

Entre :

La confédération nationale des détaillants, détaillants-fabricants et artisans
de la chocolaterie, confiserie, biscuiterie,

D'une part, et

La FGTA-FO ;

La CFTC-CSFV ;

La fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC ;

La fédération nationale agroalimentaire et forestière (FNAF) CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

L'article 1^{er} est remplacé par un nouvel article 1^{er} ainsi rédigé :

« Article 1^{er}

La présente convention, ses annexes et avenants régissent sur l'ensemble
du territoire métropolitain, y compris les DOM, les rapports entre salariés et
employeurs.

Sont comprises dans le champ d'application de la présente convention les
entreprises qui vendent au détail ou fabriquent et vendent une partie non
négligeable au détail (au moins 10 % du total du chiffre d'affaires hors taxes

et/ou 1 salarié, au moins, dédié à l'activité de vente au détail) des confiseries et/ou des chocolats et/ou des biscuits, dans un ou plusieurs magasins leur appartenant directement ou filialisé.

Ces activités pouvant être associées :

- au commerce de produits connexes tels que glaces, sorbets, confiseries, chocolaterie, biscuiteries, etc. ;
- à la fabrication des produits vendus dans leurs magasins.

Relèvent de la présente convention collective les entreprises dont les codes NAF sont les suivants : 47.24Z, 10.82Z, 10.72Z, 47.81Z.

Cette liste n'est pas exhaustive. »

Révision et dénonciation de l'accord

Le présent avenant pourra être révisé dans les conditions prévues aux articles 3 et 4 de la convention collective de la chocolaterie, confiserie, biscuiterie, détaillants, détaillants-fabricants.

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et sera présenté à l'extension auprès du ministre chargé du travail.

Il entrera en vigueur le lendemain du jour de son dépôt, qui interviendra conformément aux dispositions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2 (ancien art. L. 132-10 du code du travail), et fera l'objet de mesures de publicité prévues par le code du travail.

Fait à Paris, le 18 juin 2008.

(Suivent les signatures.)